

Les élèves qui se précipitent au travail « *avant leur temps* »; les enjeux et les pièges de leur choix

Alain Drolet, PhD

Caroline Levasseur M.A

La pénurie de main-d'œuvre et la hausse du coût de la vie a fait grimper le taux d'abandon et a accéléré la baisse des inscriptions dans les centres de formation professionnelle et à l'éducation des adultes. De plus en plus de jeunes désertent les études pour accéder au marché de l'emploi. C'est sur la base de cette nouvelle réalité sociale postpandémique que nous tenterons de cerner les motifs de leur choix d'une carrière précipitée et d'anticiper les pièges potentiels qu'une telle décision peut entraîner dans leur vie.

Des étapes de développement échappées!

Pour les jeunes, l'aventure scolaire a pour but de répondre à un besoin de se définir comme personne et de se polir afin d'accéder à une autonomie sociale pour débiter la vie adulte. D'où l'importance d'un passage dans nos centres de formation pour apprendre à coopérer et à s'entraider, pour acquérir les savoirs et les habiletés nécessaires aux professions qui les attirent, pour calquer leurs repères de vie sur les modèles que peuvent représenter les différents accompagnateurs scolaires et leurs pairs. Des étapes de développement cruciales dans la vie de ces jeunes, qui sont nombreux à avoir rencontré des difficultés dans leur scolarisation. Des parcours antérieurs atypiques et difficiles ont rendu d'autant plus essentielle la possibilité de stabiliser ou reconstruire leur développement intellectuel, psychologique et social.

Il demeure cependant que d'accéder au travail avec des promesses de bonnes conditions, sans avoir son secondaire cinq ou sans avoir compléter une formation, est bien plus alléchant que de « faire ses classes ».

Pourquoi se former ou détenir un diplôme quand il semble que cela n'est plus nécessaire et que les employeurs se disent prêts à nous former « sur le tas »? C'est sur la base d'un tel questionnement agrémenté de promesses enthousiastes faites par des employeurs en panique que de nombreux jeunes troquent l'école pour un emploi.

C'est ainsi que l'école, conçue comme un lieu de préparation efficace d'un avenir professionnel via un curriculum rigoureux et exigeant, perd soudain de sa crédibilité et de son attrait. Le monde du travail pourtant reste la finalité du cursus scolaire, tout comme une juste reconnaissance sociale et la possibilité de développer compétences et aptitudes une fois une base solide acquise.

Mais qu'en est-il lorsque l'avenir, un concept généralement porteur d'espoir, ne représente plus qu'incertitude économique, sociale, voire morale comme le décrivent certains auteurs (Taylor, 2007 ; Ricard, 2015)? Pourquoi se préparer pour l'avenir lorsque celui-ci n'est plus garant de rien si ce n'est que de rencontrer des incertitudes plus profondes, des doutes plus persistants, un chaos grandissant? Il en faut si peu alors pour se tourner vers le moment présent : « *vivre sa vie à plein régime* » avec l'argent gagné maintenant pour acheter les satisfactions immédiates, ou les compensations identitaires recherchées. C'est aussi rester dans le coup, à jour avec les derniers appareils technologiques, rester connectés avec un réseau, s'identifier à un groupe social. C'est aussi

pour de nombreux jeunes adultes responsables de famille, précocement indépendants ou issus de milieux défavorisés. La seule solution envisageable pour pallier l'inflation, survivre à une récession ou juste continuer d'assumer des factures qui ne cessent d'augmenter. Pour d'autres enfin, il s'agit d'un prétexte attendu pour fuir le milieu de la scolarisation synonyme de dévalorisation et d'inconforts, quand ce n'est pas pour s'éloigner d'un milieu familial porteur de désagréments ou de conflits. Pour la majorité d'entre eux, il importe d'acquérir un statut d'adulte, le statut à plein temps, symbole d'autonomie sociale et de liberté. C'est l'accès à une forme de reconnaissance sociale qui fera, croient-ils contrepoids à une image négative vécue sur une longue période de leur vie dans le monde scolaire avec des appellations limitantes (élève en difficulté, élèves avec troubles, avec besoins spéciaux, avec DAP, avec suivi particulier, décrocheurs) qui ont eu pour effet de les stigmatiser et d'altérer leur image d'eux-mêmes. Pour certains jeunes, ce sera une expérience heureuse et bénéfique dans laquelle ils y trouveront leur compte. Cependant, pour un grand nombre d'entre eux, il en sera autrement, piégés dans et par le monde du travail et rattrapés par leurs difficultés d'adaptation. Bousculés et sans soutien, ils sont à risque de subir les contrecoups d'une décision hâtive et de se retrouver plus vulnérables socialement. C'est de ceux-là dont il est question et de ce qu'il leur en coûte d'un tel choix précipité.

Des pièges potentiels pour ces jeunes en situation d'emploi

Le piège dominant dans cette expérience de désertion scolaire pour aller sur le marché de l'emploi plus tôt apparaît dans l'écart entre les attentes ou les espoirs de ces jeunes versus ce qui leur est proposé au quotidien en situation de travail. Une expérience d'intégration à l'emploi porteuse de désenchantement où on réalise que ce que l'on concevait favorablement, n'est pas ce que l'on observe et encore moins ce que l'on vit. Les distorsions rencontrées dans les attentes, se résume à l'existence d'une différence fondamentale entre le rapport éducatif et le rapport professionnel. Dans le rapport éducatif, l'élève et ses besoins sont la finalité première de l'intervention, où un ensemble d'intervenants de toutes disciplines et approches confondues sont mobilisés pour répondre à ses besoins. Il est l'objet à former et à accompagner. Dans un rapport professionnel, c'est le profit ou le rendement de l'entreprise qui est la finalité et l'objet central des efforts engagés par tous les acteurs de la production. La personne est ainsi définie comme un travailleur devenant un instrument parmi d'autres instruments pour atteindre les objectifs de rentabilité. La divergence entre ces deux réalités antagonistes pour des jeunes fragiles aux attentes affectivo-relationnelles non répondues se vivent comme « un choc d'intégration ». Eux qui connaissaient un milieu du travail à temps partiel avec un statut d'étudiants et une équipe de jeunes ludique de cinq à huit cherchent maintenant sans les trouver un accompagnement et des valeurs bienveillantes qu'ils méprisaient pourtant à l'école. Le choc est souvent brutal et sans détour les jeunes qui fréquentent encore nos écoles tout en étant en emploi, ne se gênent pas à nous décrire ce qu'ils vivent. « On change tout le temps mon horaire comme si je n'avais pas de vie. Quand je n'arrive pas à suivre on me répond qu'un autre va rentrer à ma place et mieux faire la job. On m'a dit que j'allais être formé pis au bout d'un mois toujours rien, on essaie de se débrouiller entre nous mais je sais qu'on fait plein d'erreur mais pas le choix, on n'a pas le temps de comprendre. Y en a trois qui ont quitté hier d'un coup pis je fais la job de quatre pour le même salaire. J'ai voulu voir mon boss ça fait plus de deux semaines pour dire ce qui n'est pas correct avec la machine pis y m'a dit qu'il avait pas le temps, j'ai peur de me trancher un doigt ». Soudain c'est comme si la pénurie de main d'œuvre et la difficulté d'offrir un service régulier avait transformé tous les emplois en un gigantesque Wall Mart : horaires flexibles, conditions incohérentes, absence de suivi et formations incomplètes.

De ces attentes déçues, l'absence de ressources et d'accompagnement en milieu de travail, constitue un autre piège rencontré par ces jeunes qui s'attendent à une certaine disponibilité de leur employeur pour favoriser leur adaptation au milieu de travail. Si encadrement il y a, ces derniers offrent généralement qu'un encadrement orienté vers la tâche à assumer et les exigences de production de l'entreprise. Et c'est souvent sous forme de remontrances et de redressement que se vivent ces interventions de l'employeur. Pour l'employeur, un bon employé est celui qui fournit un bon travail, un point c'est tout ! Mais certains jeunes, plus insécures, espèrent plus de souplesse et de considération à leur adaptation, jusqu'à « *un coup de pouce affectif* » pour les soutenir au besoin. Ils ne comprennent pas qu'il n'y ait plus de souplesse et de considération à leurs caractéristiques

d'apprenants comme cela avait été vécue à l'école, se voyant exposés parfois à une critique sans détour sans ménagement. Soudain l'autorité leur paraît agressive, les isolant même et n'arrivant plus à s'adapter. La répétition du même scénario dans différents emplois est un véritable désenchantement et ils chercheront à se protéger dans une attitude amère et défensive.

Un troisième piège se révèle quand des jeunes s'enlisent dans une spirale de la consommation et/ou de dépenses pour leurs subsistances qu'ils parviennent difficilement à assumer avec les salaires obtenus. Les prix augmentent, les besoins aussi lorsqu'on veut être fiable sur le marché du travail (voiture, appartement, vêtements, etc.). Avec un salaire minimal, l'endettement arrive vite, puis il devient endémique, leurs épaules sont fragiles et peu larges. Ils en viennent parfois à réaliser qu'ils se sentent coincés dans un emploi qu'ils n'affectionnent pas nécessairement et qu'ils doivent s'y maintenir pour répondre à leurs obligations financières. Une élève raconte que ses quarts de travail (shifts) sont tellement loin dans l'épicerie où elle travaille que son supérieur leur propose de manger sur place, parfois elle craque aussi pour un paquet de biscuit, une boisson, au bout de la semaine elle a dépensé plus de la moitié de son salaire sur place! Une autre raconte devoir travailler pour payer ses dépenses de logement, elle trouvait au départ pratique de prendre une colocation avec sa collègue. Au bout de quelques loyers, elle se rendait compte que sa liberté consistait presque exclusivement à gérer ses horaires de travail et faire un roulement d'épicerie et de tâches domestiques.

Un autre piège est la croyance que les compétences transversales tant décrites s'acquièrent plus facilement dans l'action. Lorsque la pression du milieu du travail s'accroît, que les outils technologiques demandent une adaptation constante, que la pression des pairs et des clients forment un halo d'anxiété, beaucoup de jeunes figent. Les aptitudes métacognitives, leur capacité à réinvestir des connaissances et à conserver une attitude adéquate, sont mises au défi trop brutalement dans la perspective d'un résultat rapide. C'est alors que l'estime de soi s'effondre, la sensation de ne pouvoir correspondre aux attentes et d'être inadéquat est ravageur à 16, 17, 18 ans. Ce n'est plus juste une étiquette « avec difficultés, troubles, DAP etc. » qui se forme dans la conscience de soi, c'est inadapté, inutile ou incapable. Et ça fait bien plus mal! On parle alors d'échec d'intégration sociale et non plus de décrochage.

Enfin, un choix anticipé d'une insertion professionnelle peut placer des jeunes dans des situations où ils peuvent se heurter à la perfidie de certains employeurs, à des règles et à des conditions d'embauche qui leur seront défavorables. Certains employeurs vont utiliser l'argument de leur non-scolarisation pour prétendre à une offre de travail avec des conditions qui leur apparaissent la mesure de leurs capacités et du niveau scolaire, justifiant ainsi des conditions de travail précaires et des salaires moindres; ce qui crée ainsi un effet discriminatoire envers eux. Une attitude économiste et abusive que l'on observe de plus en plus, entre autres avec les employés immigrés ou présentant des particularités sociales déficitaires, que l'on peut transposer facilement avec les jeunes peu formés ou présentant des difficultés de fonctionnement scolaire.

Ces attitudes discriminatoires peuvent entraîner, voire cristalliser un sentiment d'aliénation chez les jeunes lesquels peuvent entretenir des distorsions cognitives et comportementales qui vont influencer leurs rapports avec leur entourage immédiat. Et pour en remettre sur leur dos, une pensée sociale dominante attribuant à l'individu la seule responsabilité de ses échecs comme de ses réussites, sans jamais remettre en question les systèmes sociaux établis.

Conclusion

Il y aura toujours de ces jeunes qui trouveront leur compte dans ces organisations de travail assurés d'une stabilité financière et d'un soutien de leur employeur. Bien que ces lieux et ces relations de travail existent, notre optimiste s'arrête là, soupçonnant que ces expériences sont certainement marginales et peu représentatives du marché de l'emploi tel que nous le connaissons. Nous faisons l'hypothèse que la réalité professionnelle pour un grand nombre de ces jeunes non diplômés ayant fait le choix de se précipiter au travail en abandonnant leurs études, est plus complexe et désolante. Il nous importe de creuser plus à fond leurs tentatives d'insertion à

l'emploi et les impacts produits sur eux, de sorte que nous pourrions en tirer des leçons pour préparer leur retour aux études au moment venu. Pour ceux qui veulent partir ou ceux qui veulent revenir, une meilleure conscientisation des enjeux et des pièges de l'intégration professionnelle le développement d'un sens critique face aux réalités socio-économiques et aux opportunités socioprofessionnelles réellement disponibles, sont à nos yeux des interventions éducatives à privilégier.

Par ailleurs, il s'agirait de savoir comment l'école pourrait s'y prendre pour encourager nos élèves à vivre un projet scolaire qui les anime et les conforte à y rester en respectant là où ils sont rendus dans leur développement? Pourquoi pas utiliser leurs expériences en emploi pendant leurs études afin d'exacerber leur réactivité, tout en les outillant et les guidant lors des situations inconfortables et exigeantes qu'ils rencontrent dans leur parcours de travailleur. Enfin, il serait judicieux de développer notre créativité pour rejoindre ces jeunes déjà engagés dans le monde du travail, fragilisés par l'emploi et souvent démunis devant des employeurs insensibles; Faire un lien avec eux peut représenter une planche de salut, un rappel de notre préoccupation à leur apprendre à se faire respecter comme travailleur, et comme personne avant tout. Sur ce point il est justifié, croyons-nous, de nous interroger sur le rôle des centres locaux d'emploi. Autrefois beaucoup d'élèves en réorientation ou en grande difficulté étaient soutenus par des allocations pour revenir aux études. Aujourd'hui de moins en moins sont soutenus. La pénurie de main d'œuvre justifie-t-elle une sélection si drastique?

Quelles sont les chances pour qu'un jeune employé au salaire minimum revienne dans cinq ans si on ne l'aide pas, si on ne croit plus en la priorité de son besoin?

Y aurait-il la possibilité de faire plus de partenariat entre le monde du travail et nos centres, faire un relais avec la situation d'emploi, assouplir les conditions de prise en charge, offrir un accompagnement dans la gestion des emplois du temps surchargés?

Doivent-ils vraiment faire le choix entre le scénario courant : 25 heures/école/30 heures emploi = épuisement= abandon et le scénario 35 heures école/ allocation= sécurité financière minimale?

Et s'il y avait un programme d'intégration à l'emploi respectueux des conditions minimales pour étudier pour les plus fragiles de nos jeunes? Une formation en alternance comme dans d'autres pays? Les employeurs et nous travaillant de concert pour un développement des compétences et du potentiel à plus long terme? Si nous fidélisons ensemble cette cohorte volatile?

Alain Drolet, PhD

alaindrolet@hotmail.com